Résumé :

- Chaim Weizmannné en 1874 dans l’actuelle Biélorussie, qui faisait alors partie de l’Empire russe, a été le premier président de l’État d’Israël.
- Déjà plus de 20 ans auparavant, en tant que sioniste de premier plan, il avait exercé une influence déterminante sur l’élaboration de la « Déclaration Balfour ».
- Dans ce document, le ministre britannique des Affaires étrangères de l’époque, Arthur Balfour, s’engageait à soutenir la création d’un « foyer pour le peuple juif » en Palestine.
- Sous la pression arabe, le gouvernement britannique a ensuite révoqué de facto cette assurance, ce qui a eu pour conséquence a considérablement compliqué la création de l’État d’Israël.
- Chaim Weizmann, décédé en 1952, est enterré à Rehovot sur le site du Weizmann Institute of Science qu’il a fondé. Celui-ci est aujourd’hui un institut de recherche fondamentale de premier plan au niveau mondial.
- Weizmann était lui-même un chimiste et un biochimiste reconnu.
- Grâce à l’intelligence artificielle, FokusIsrael.ch a interrogé Chaim Weizmann sur la naissance d’Israël ainsi que sur les obstacles rencontrés et les erreurs qu’il a commises en cours de route.

Monsieur Weizmann, au milieu de la Première Guerre mondiale, vous avez réussi à convaincre le ministre britannique des Affaires étrangères de l’époque, Arthur Balfour, de publier la « Déclaration Balfour ». De quoi s’agit-il ?

Chaim Weizmann: La déclaration était le premier engagement public d’une grande

puissance à promouvoir un foyer national pour le peuple juif en Palestine. Il était littéralement écrit que le gouvernement britannique considérait avec bienveillance « l’établissement d’un foyer national pour le peuple juif » et qu’il ferait « tous les efforts possibles » pour faciliter la réalisation de cet objectif. Dans le même temps, la déclaration stipulait que ce foyer ne devait pas porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine.

Pour moi, il s’agissait d’une avancée politique considérable – mais pas encore d’un État achevé. Car, comme je l’ai dit plus tard, « un État ne peut pas être créé par un simple décret… ce ne serait qu’un cadeau de mots ».

Quels ont été vos arguments décisifs pour inciter Lord Balfour à faire sa déclaration ?

Weizmann: J’ai toujours essayé de combiner deux niveaux : le niveau moral et historique et le niveau politique. Plus tard, devant l’ONU, j’ai dit que les raisons de la déclaration Balfour étaient à la fois « idéales » et « utiles ». « Idéal » signifiait : le peuple juif était historiquement lié à la Palestine. Par « utile », je voulais dire que pendant la Première Guerre mondiale, Londres pensait agir de manière stratégiquement intelligente avec une déclaration pro-sioniste. Mais mon argument central contre Balfour était le suivant : si le peuple juif devait retrouver un foyer, ce ne serait pas n’importe où, mais en Palestine. « L’histoire ne peut pas être ignorée ».

Y a-t-il eu une résistance à la déclaration ?

Weizmann : Oui, considérablement. Au sein du cabinet britannique, Edwin Montagu, lui-même juif et ministre des Indes, s’y est opposé. Il a qualifié le sionisme de « profession de foi politique malveillante » et a averti qu’une telle politique ferait des Juifs d’autres pays des étrangers.

De nombreux Arabes de Palestine se sont également opposés à la déclaration dès le début, car ils y voyaient une menace pour leur propre position dans le pays. L’opposition venait donc à la fois des juifs antisionistes et des habitants arabes de la Palestine.

Quelle a été l’importance de la déclaration Balfour pour la création ultérieure de l’État d’Israël, en particulier pour le plan de partage de l’ONU de 1947 ?

Weizmann : Elle était fondamentale, mais pas seulement décisive. Au départ, la Déclaration n'était qu'une promesse du gouvernement britannique. Elle n'a réellement pris de l'importance que lorsqu'elle a été intégrée au mandat de la Société des Nations pour la Palestine en 1922. Une déclaration est alors devenue un cadre international. Le plan de partage de l'ONU de 1947 n'était donc pas directement basé sur la Déclaration Balfour. Mais sans la Déclaration et le mandat de la Société des Nations qui s'en est suivi, le chemin international vers le partage et la création de l'État d'Israël n'aurait pas été le même.

À l'époque où Lord Balfour a fait la déclaration, vos idées correspondaient-elles à celles de Theodor Herzl sur un État juif ?

Weizmann: Du point de vue de l'objectif, oui. Herzl voulait un foyer politiquement sécurisé pour le peuple juif. Mais il y avait des différences dans la méthode. J'étais critique à l'égard de la confiance exclusive de Herzl dans la grande diplomatie et je l'ai également critiquée publiquement. Je croyais en un lien entre la diplomatie et le travail de construction dans le pays. C'est pourquoi j'ai dit : « Un État ne peut pas être créé uniquement par décret ». J'étais proche de Herzl en ce qui concerne l'objectif, mais je n'étais pas d'accord sur la manière d'y parvenir.

Qui, en dehors de vous, a eu une influence décisive sur Lord Balfour du côté juif ?

Weizmann : En premier lieu, je citerais Nahum Sokolov : Il était mon plus proche collaborateur et nous a assuré un soutien important en France et en Italie en 1917. Ensuite, Lord Lionel Walter Rothschild : il était impliqué dans les projets et c'est à lui que la lettre de Balfour était directement adressée. Des hommes politiques juifs britanniques comme Herbert Samuel ont également joué un rôle important dans les antécédents et l'interprétation ultérieure de la déclaration. Dans les dossiers britanniques, Balfour, Sykes, Sokolow et moi-même avons été désignés comme les principaux auteurs et négociateurs – avec Lord Rothschild en arrière-plan.

Après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il s'est agi de créer Israël, les Britanniques ont mis de nombreux obstacles sur le chemin des Juifs, par exemple en ce qui concerne l'immigration en Palestine et la création de leur propre armée de défense. Cela était-il conforme à la Déclaration Balfour ?

Weizmann : Non, en tout cas pas dans ma compréhension. Le cours du Livre blanc de 1939 en particulier, qui limitait fortement l'immigration juive, était en contradiction flagrante avec l'esprit de la Déclaration Balfour. En effet, le Livre

blanc recommandait de limiter l'immigration juive en Palestine à 75 000 personnes, puis de n'accepter d'autres immigrants qu'avec l'accord des Arabes. Pour moi, il s'agissait d'un renoncement à l'engagement antérieur de promouvoir un foyer national pour le peuple juif.

Pourquoi les Britanniques se sont-ils montrés si restrictifs à l'égard de l'immigration et de l'armement juifs après la Seconde Guerre mondiale ?

WeizmannLa politique britannique n'était plus la même qu'en 1917. On craignait pour la stabilité au Moyen-Orient et pour les relations stratégiques et politiques avec le monde arabe.

J'ai ressenti cela comme une rupture avec l'esprit de la Déclaration Balfour. En effet, alors que l'Europe était à feu et à sang et que, plus tard, des millions de Juifs se retrouvaient sans foyer, on nous disait : la Palestine ne peut pas les accueillir. C'était inacceptable pour nous.

Les Britanniques ont agi, selon eux, dans l'intérêt de leur empire : ils voulaient calmer l'opposition arabe, sécuriser leur position dans la région du canal de Suez et éviter une révolte ouverte. Mais pour nous, Juifs, cela signifiait qu'une promesse qui nous avait été faite était limitée au moment où nous en avions le plus besoin.

Qui vous a alors aidé à vous armer malgré tout et à résister à la guerre de 1948/49 ?

Weizmann : A bien des égards, nous étions livrés à nous-mêmes – mais nous n'étions pas totalement seuls. En termes d'aide matérielle, c'est surtout le soutien de l'Europe de l'Est qui a été important. La Tchécoslovaquie nous a fourni des armes et des avions en 1947/48. Sans ces livraisons, nous aurions eu du mal à nous maintenir.

A cela s'ajoutait l'aide de volontaires venus de l'étranger, principalement des Etats-Unis, mais aussi d'autres pays. Ces volontaires, appelés Machal, apportaient leur expérience, notamment dans le domaine de l'aviation.

Mais ce qui a été déterminant, c'est que nous avions déjà mis en place, avant la création de l'État, des structures qui ont ensuite donné naissance à l'armée israélienne. Il s'agissait notamment de la Haganah.

Je dirais que, dans l'ensemble, il s'agissait d'une combinaison de préparation, de

détermination et d'une aide extérieure limitée mais cruciale. Je l'ai résumé à l'époque par la phrase « Les miracles se produisent – mais il faut travailler très dur pour les obtenir ».

Vous êtes devenu le premier président israélien. Le Premier ministre était David Ben Gourion. Quelle était votre relation avec lui ?

Weizmann : Notre relation était un mélange de proximité et de tension. Nos chemins se sont longtemps entrelacés : La présidence et le poste de Premier ministre se sont en quelque sorte développés côte à côte. Mais sur le plan politique, nous représentions souvent des tempéraments différents : Moi, plutôt pour une diplomatie prudente et des égards internationaux, Ben Gourion plutôt pour une action plus déterminée, de politique de puissance.

Quel a été le plus gros problème sur le chemin de l'État d'Israël et au cours des dix premières années qui ont suivi la création de l'État ?

Weizmann : Sur le chemin de la création de l'État, le plus gros problème était la combinaison de la reconnaissance internationale, de l'immigration juive et de la résistance arabe. Après la création de l'État, le problème central était la sécurité de l'État dans un environnement hostile. Et en même temps, la question de savoir comment cet État allait se comporter vis-à-vis de sa population arabe et de ses voisins. J'ai dit à l'époque que le monde jugerait l'État juif sur la manière dont il traiterait les Arabes (en Palestine, ndlr).

Comment Israël doit-il traiter les Arabes ?

Weizmann : Nous ne sommes pas venus en Palestine pour supplanter un autre peuple, mais pour construire notre propre foyer national, sans faire de tort aux habitants existants. Les Arabes ne sont pas des étrangers là-bas – ils font partie du pays, comme nous voulons le devenir. L'avenir ne peut donc reposer que sur la coopération. Nous devons reconnaître leurs droits, respecter leur dignité et leur accorder les mêmes possibilités civiles et économiques qu'à nous-mêmes. Ce n'est qu'ainsi que notre œuvre pourra exister moralement.

Si nous échouons, le monde nous jugera à juste titre – et notre revendication sera affaiblie. Mais si nous montrons que les Juifs et les Arabes peuvent vivre et prospérer ensemble, notre entreprise ne sera pas seulement justifiée politiquement,

mais aussi humainement.

Rétrospectivement, quelle a été votre plus grande erreur, où vous êtes-vous trompé ?

Weizmann : J'ai trop longtemps cru que la grande politique pouvait être dirigée avant tout par la conviction et la raison. J'ai trop fait confiance à l'Angleterre – l'Angleterre de la « Déclaration Balfour ». Je croyais que l'Angleterre pensait ce qu'elle disait. Rétrospectivement, c'était trop optimiste. Les intérêts des États changent, et leur politique aussi.

Je faisais partie de ceux qui misaient fortement sur la diplomatie. David Ben Gourion a vu plus tôt que la réalité politique est souvent décidée par les rapports de force. Cela ne veut pas dire que la diplomatie est une erreur. Mais j'ai appris que les mots seuls – même bienveillants – ne suffisent pas. En fin de compte, un peuple doit aussi prendre son avenir en main.

J'ai également mal évalué l'ampleur de la résistance arabe à notre projet. J'ai longtemps espéré qu'un équilibre pourrait être trouvé – que deux peuples dans le même pays pourraient trouver un moyen de se rencontrer. Cet espoir n'était pas sans fondement, mais je n'avais pas mesuré à quel point il serait difficile à réaliser.

Et de quoi êtes-vous le plus fier ? De quoi êtes-vous le plus heureux ?

Weizmann : Ce dont je suis le plus fier, c'est qu'une idée soit devenue une réalité politique. Ce qui me rend le plus heureux, c'est que le peuple juif a de nouveau un foyer politique et que j'ai pu y contribuer.

Remarque : Cette interview est fictive. Elle a été réalisée à l'aide de ChatGPT sur la base des déclarations et des écrits de Chaim Weizmann à l'époque. ainsi que des récits historiques le concernant*. Dans les semaines à venir, nous mènerons des entretiens fictifs avec d'autres personnalités, issues de différents domaines de la vie – politique, religieux, scientifique, culturel – qui ont été importantes pour le judaïsme et Israël, afin de faire connaître leurs idées au public d'aujourd'hui. Le site [première interview a eu lieu avec Theodor Herzl] a eu lieu, le fondateur du sionisme moderne.*